

Politique 2/6

Les Verts doivent confirmer la forte hausse promise

Elections fédérales
20 octobre 2019

Galvanisé, le Parti écologiste vole de victoire en victoire dans les cantons. Une défaite en octobre serait une sévère désillusion

Florent Quiquerez Berne

Tout le monde les attend du côté des vainqueurs au soir du 20 octobre. À huit semaines des élections fédérales, l'actualité continue de jouer en faveur des Verts. Après les grèves des écoliers, l'hypermédiation de Greta Thunberg et les feux en Amazonie, une manifestation nationale pour le climat est encore prévue le 28 septembre.

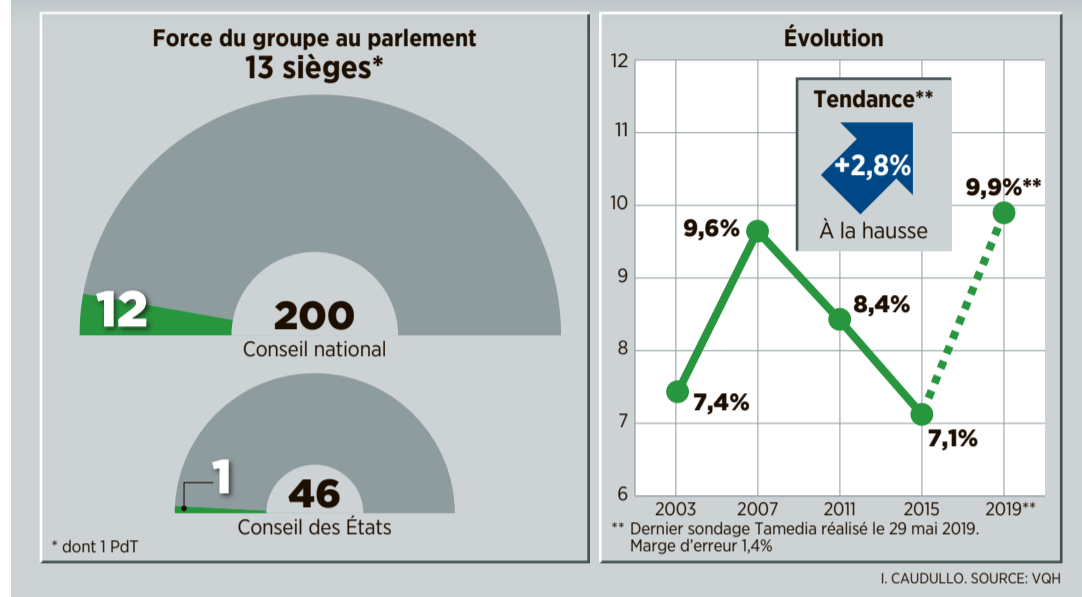
La progression des Verts serait-elle uniquement épisodique? «Non, répond Lisa Mazzone, vice-présidente du parti. Nous gagnons des sièges aux niveaux communal et cantonal depuis 2015. Nous n'avons d'ailleurs jamais été aussi nombreux dans les parlements cantonaux. C'est donc une tendance durable que l'on observe aussi en Europe.»

Cette année, la vague verte a en effet déjà déferlé en Suisse alémanique à Bâle-Campagne, Lucerne, mais aussi Zurich, dont les élections cantonales sont considérées comme un test grandeur nature avant les fédérales. Les sondages confirment cette poussée. À tel point que le parti pourrait même devenir la quatrième force politique du pays. Si cela devait se vérifier, les Verts pourraient loger le Conseil fédéral. Réaliste? «Nous reparlerons après les élections, coupe Lisa Mazzone. Nous nous engageons dans cette campagne avec conviction pour rendre le parlement plus vert, face à l'urgence climatique et la crise de la biodiversité.» Pour la Genevoise, de nouvelles majorités sont nécessaires.

«Voter pour la sincérité»

C'est en Suisse romande que les Verts pourraient progresser le plus en termes de sièges. Les demandes d'adhésion explosent et le parti pourrait au moins doubler sa députation au Conseil national. À l'heure actuelle, elle se

L'omniprésence du débat climatique porte le parti écologiste



compose uniquement de la Genevoise Lisa Mazzone et des deux Vaudois Adèle Thorens et Daniel Brélat. Les attentes sont légitimes dans ces deux cantons, où le parti avait égaré un siège en 2015, mais des surprises sont possibles aussi à Neuchâtel, Fribourg et en Valais.

Galvanisés par la victoire, les Verts doivent désormais faire attention aux faux pas. Surtout, il ne faut pas oublier que dans l'euphorie ambiante, le parti a connu des ratés. Si les Verts ont fait le grand saut avec l'élection d'un ministre à Zurich, la partie a été beaucoup plus difficile à Lucerne. Leur candidate au gouvernement cantonal, très bien placée au premier tour, a mordu la poussière au deuxième. Ce n'est pas nouveau, le parti peine dans les élections au système majoritaire. La preuve:

au Conseil des États, l'unique écologiste, le Genevois Robert Cramer, s'en va et reconquerra la Chambre haute ne sera pas une promenade de santé.

Le souvenir de 2011

L'autre écueil pour les Verts, c'est que désormais tous les partis surfent sur la vague climatique. À commencer par le Parti socialiste, le grand allié, qui n'hésite pas à remettre les Verts dans le rôle du partenaire junior en affirmant qu'il ne peut pas y avoir de politique écologiste sans le PS. Mais il y a aussi le PDC, et le PLR, dont le virage vert a beaucoup fait parler. Le parti a tout de même réussi son grand écart, lui qui est désormais en faveur d'une taxe sur les billets d'avion et d'un renchérissement de l'essence dans le cadre de la révision de la loi sur le CO₂.

Une concurrence? «Voter pour les Verts, c'est voter pour la sincérité, la cohérence et surtout une expertise forgée par des années d'engagement en matière d'écologie, répond Lisa Mazzone. Nous mettons à l'agenda les thématiques centrales de la préservation du climat, de nos ressources et de la biodiversité. Et ça, tout le monde le sait.»

Et pourtant, il y a le souvenir des élections de 2011. Alors que l'actualité était centrée sur l'accident nucléaire de Fukushima, le parlement était effectivement devenu bien plus écologiste, mais cela s'était concrétisé par une poussée des Vert'libéraux. Le meilleur ennemi du Parti écologiste est d'ailleurs cette année encore crédité de la plus forte poussée, à un souffle des Verts traditionnels.

Carte blanche à Regula Rytz

«Protéger le climat et la biodiversité»

«À l'heure où le climat se réchauffe et où les catastrophes naturelles s'enchaînent, il est urgent de proposer des solutions ambitieuses. Le 20 octobre, votez pour celles et ceux qui se battent depuis toujours pour préserver l'environnement. Parti de l'écologie et de l'égalité, les Verts s'engagent depuis 36 ans pour apporter des réponses concrètes aux défis environnementaux et sociaux. C'est



Regula Rytz
Présidente du Parti écologiste suisse

grâce aux Verts que l'agriculture est sans OGM, que l'on avance vers une meilleure conciliation de la vie familiale et professionnelle ou que l'on tirera bientôt la prise des centrales nucléaires. Nous

voulons continuer à nous engager pour la protection du climat et de la biodiversité, mais aussi contre les discriminations en défendant l'égalité salariale, le mariage pour tous et le respect de notre tradition humanitaire en matière d'asile. Un parlement plus respectueux de la nature et des êtres humains. C'est de cela dont a plus que jamais besoin la Suisse.»

Les conjoints violents devraient être suivis par GPS

Une écologiste demande que les personnes sous le coup d'une interdiction de périmètre puissent être suivies en temps réel

La terrible statistique est de notoriété publique: en Suisse, toutes les deux semaines, une femme meurt sous les coups de son compagnon ou de son ex.

Pour diminuer drastiquement le nombre de féminicides, la conseillère nationale bâloise Sibel Arslan s'apprete à proposer une mesure inédite lors de la prochaine session parlementaire: permettre la surveillance en temps réel des conjoints sous le

coup d'une interdiction de périmètre ou d'approche en raison de violences domestiques. Une mesure «conforme aux droits de l'homme» qui impliquerait que la victime soit aussi équipée d'un émetteur GPS, a dévoilé l'écologiste dans les colonnes de la «SonntagsZeitung». Car si un suivi des bourreaux par géolocalisation est déjà pratiqué aujourd'hui avec les bracelets électroniques, la police arrive sur les lieux lorsqu'il est déjà trop tard faute de pouvoir surveiller leurs déplacements «en direct».

Une proposition qui trouve des soutiens à droite du parlement, notamment auprès de la conseillère nationale et policière Andrea

Geissbühler (UDC/BE). Son collègue de parti Pirmin Schwander estime qu'il serait plus efficace de ne plus permettre aux lésés de mettre fin aux poursuites pénales ouvertes contre leurs bourreaux, arguant que certaines femmes le font parfois sous la pression de leur famille.

D'abord les armes

À gauche, la socialiste bernoise Flavia Wasserfallen est d'avis que la priorité réside dans une révision de la législation sur les armes: «Chaque fois que l'une d'entre elles est à disposition, il y a le risque qu'elle soit utilisée.» Les centres dédiés à l'accueil de victimes présumées devraient également être

dotés de davantage de ressources.

Du côté de la Fédération suisse des fonctionnaires de police, sa présidente Johanna Bundi Ryser a plaidé dans les colonnes de «Schweiz am Wochenende» pour que l'incarcération préventive soit aussi possible pour les hommes considérés comme potentiellement dangereux, sans qu'ils aient nécessairement commis de graves violences.

«L'État ne peut pas rester les bras croisés lorsqu'il y a un risque pour la société», a lancé pour sa part le conseiller aux États PLR Andrea Caroni. Le Saint-Gallois souhaite que les autorités fassent savoir s'il existe une marge de manœuvre. **Benjamin Pillard**

D'avantage de chiens saisis en raison de maltraitances

Fait rare dans la statistique de la Protection suisse des animaux: le nombre de canidés recueillis en 2018 par les SPA est à la hausse

Les chiffres rendus publics durant le week-end par la Protection suisse des animaux (PSA) sur son site internet ne sont pas réjouissants. Les chiens ont davantage fait l'objet de mauvais traitements l'an dernier qu'en 2017.

Un constat qui n'est pas basé sur le nombre de condamnations pénales prononcées pour infractions à la loi fédérale sur la protection des animaux (LPA), mais sur celui des canidés recueillis par les SPA - à savoir non placés par leurs propriétaires. Une hausse de 6,3%, pour un total de 2624 cas (dont la moitié dans les cantons romands) sur les quelque 505 000 chiens détenus dans les ménages du pays. Une augmentation qui constitue une première depuis de nombreuses années.

+20% de chiens saisis

Surtout, la part de ces canidés provenant de saisies des services vétérinaires (477) est en augmentation de 20% par rapport à l'année précédente. En cause, à en croire la PSA: une politique plus interventionniste des autorités. Mais pas seulement, nous indique son président Heinz Lienhard: «Le nombre de chiens détenus en Suisse a énormément augmenté depuis quelques années, il y en a beaucoup trop!» Le Thurgovien de 82 ans fustige la pratique presque compulsive d'achats de chiots par internet. «C'est facile, et à la mode: ils sont jolis, mignons, et surtout moins chers que les gros. Le problème est que leurs acquéreurs n'ont souvent aucune des connaissances nécessaires à la détention d'animaux domestiques.»

Que certains canidés proviennent d'importations illégales n'ar-



50% des canidés recueillis l'ont été en Suisse romande.

range rien. «Les chihuahuas achetés sur internet viennent souvent d'Europe de l'Est. Des pays où de véritables usines d'élevage de chiots sont en activité; une vraie mafia», poursuit Heinz Lienhard. «Avec ce qu'ils ont dû subir là-bas, ces chiens sont souvent vendus soit malades, soit perturbés: ils sont extrêmement craintifs, ou font par exemple leurs besoins à la maison. Ces bêtes ne se comportent pas normalement car livrées trop jeunes, pas socialisées, et ensuite il n'est plus possible de les éduquer...»

N'est-ce pas aussi un problème d'argent? «Ce genre d'argument tend à prendre de l'importance, car les soins requis peuvent vite atteindre les 1000 francs, et ces achats spontanés qui ne faisaient pas de sens sont plus fréquents aujourd'hui», se désole l'activiste, sur le terrain depuis quarante ans. «La mentalité des nouveaux propriétaires a changé: ils prennent moins de temps pour réfléchir...»

Le président de la PSA estime en outre que si le nombre de canidés saisis est à la hausse, ça n'est pas en raison d'une loi devenue trop stricte pour les détenteurs d'animaux domestiques. «Au contraire, la loi est plutôt floue: la détention d'un chien attaché à une chaîne est par exemple toujours autorisée. Il suffit juste que la laisse soit coulante, afin qu'il puisse bouger sur un rayon de 20 m, et que l'animal soit détaché 5 h par jour.»

Benjamin Pillard

Le chiffre

55,9

Le pourcentage des Zurichois qui a voté dimanche en faveur la réforme fiscale des entreprises. Le taux d'imposition cantonal sur le bénéfice passera de 8 à 7% d'ici à 2021. La charge fiscale totale pesant sur les sociétés passera de 21,1 à 19,7% dans un premier temps, puis à 18,2%. En outre, des réductions fiscales allant jusqu'à 70% seront possibles grâce à divers instruments. Objectif: maintenir la compétitivité du canton après la réforme fédérale. ATS

Policiers agressés

Zurich Trois policiers ont été blessés samedi soir à Zurich lors d'une intervention contre une trentaine d'hommes encagoulés qui taguaient un tram. La bande a lancé des pétards qui ont explosé près des forces de l'ordre. La police a alors fait usage de balles en caoutchouc pour disperser le groupe. **ATS**

100 m de tonneaux

Grisons Un camion militaire appartenant à un privé est sorti samedi soir de la route menant à Peiden, dans les Grisons. Le véhicule a fait plusieurs tonneaux dans une pente abrupte sur plus de 100 mètres. Blessé, le chauffeur, âgé de 63 ans, a été hélicoptéré à l'hôpital de Coire. **ATS**

Carpostal Trois nouveaux inculpés

FedPol étend à trois autres personnes la procédure pénale administrative dans l'affaire Carpostal. Il s'agit de trois anciens membres de la direction de Carpostal Suisse. Tous sont soupçonnés d'être impliqués dans le scandale de la fraude aux subventions. La décision a été prise à la fin d'août, a indiqué dimanche l'Office fédéral de la police (FedPol), confirmant une information de la «SonntagsZeitung». Au total, six cadres soupçonnés d'escroquerie font désormais l'objet de poursuites pénales. Ils risquent jusqu'à cinq ans de prison et des amendes allant jusqu'à 30 000 francs. **ATS**

Il a dit

«Une majorité de nos clients paiera moins cher pour l'assurance de base en 2020 qu'en 2019»

Daniel Schmutz
Patron d'Helsana



ZEJKO GATARIĆ